

Grand Débat.fr / Cahiers de doléance : Tribune d'AC ! Gironde

AC ! Gironde (Agir ensemble contre le Chômage) est une association qui regroupe des salariés, des précaires, des chômeurs, des SDF, qui depuis décembre 1993, se bat pour faire valoir et défendre l' accès aux droits des plus fragiles.

AC! est née d'un appel « Contre le chômage » lancé en novembre 1993, dont l'idée avait été formulée lors des rencontres de « Collectif » tenues en juin 1992. AC ! regroupe en majorité des syndicalistes, intellectuels, ou des militants associatifs. AC! n'est donc pas né à sa création, comme une organisation de chômeurs stricto sensu, mais plutôt comme un « Mouvement de luttes contre le chômage », un réseau destiné à susciter des débats sur le chômage, un réseau destiné aussi à défendre l'accès aux droits des plus fragiles. AC! repose sur le constat juste que le chômage et le cortège d'exclusions, de précarité et de misère qu'il entraîne deviendrait une réalité sociale injuste et inacceptable. AC! regroupe aujourd'hui des associations dans toute la France dont AC ! Gironde.

Avant toute chose Monsieur MACRON, nous voulons vous faire partager la situation de bon nombre de nos concitoyens-nes dans notre pays. Selon les derniers chiffres mensuels de la DARES (janv 2019), nous comptons en France 6.237.600 demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, soit à peu près **21% de la population active** avec une augmentation de 8000 personnes sur le mois de décembre 2018.

En parallèle de ces chiffres mensuels, de 3 à 400.000 personnes sortent des chiffres par Pôle-Emploi tous les mois. **Quatre chômeurs sur dix ne sont pas indemnisés par l'UNEDIC et 50 % des indemnisés perçoivent moins de 1.000 €.**

La précarité et l'ultra précarité de l'emploi ne fait qu'augmenter. On parle aujourd'hui d'Uberisation ! Les embauches en C.D.D. Courts, voire très courts, sont passées de plus de 1,5 millions par trimestre à plus de 4 millions de 2000 à 2016 et elles débouchent de moins en moins sur un C.D.I. Si le chômage baissait de 10.000 personnes par mois (à population active constante) avec de vrais emplois non précaires en CDI, on atteindrait alors le plein emploi dans environ 90 ans !

L'étendue de la catastrophe est telle que **1,9 millions de jeunes se trouvent hors système** selon Eurostat : **sans emploi, sans étude, sans revenu.** 460.000 d'entre eux sont considérés comme invisibles, soit l'équivalent de la ville de Toulouse ! **En clair, ils échappent à tous les radars institutionnels.**

Autres indicateurs de pauvreté : **1,35 millions de personnes sont affiliées à la C.M.U tandis que 5,5 millions de personnes bénéficient de la C.M.U complémentaire (C.M.U.C.).** La France compte aujourd'hui 2,7 millions de personnes bénéficiaires du R.S.A. **Le gouvernement par la voix de Monsieur Castaner, reconnaît une augmentation de 50% des bénéficiaires du RSA.** Et encore, on estime qu'en France, 30% des bénéficiaires potentiels du RSA ne réclament pas leurs droits.

Les derniers chiffres d'Emmaüs font état d'une augmentation de 50 % en 10 ans du nombre de SDF. Par ailleurs, selon une étude de l'institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), 2.700 à 2.800 personnes meurent à la rue chaque année.

Toutes les difficultés que rencontrent les plus fragiles sont la conséquence d'un capitalisme libéral inégalitaire débridé qui exploite et détruit la planète au profit d'une minorité qui accumule toutes les richesses pendant que les 99% autres sont réduits à la pauvreté. Il est incohérent de voir depuis 1974 nos politiques de droite comme de gauche sacraliser l'entreprise et l'emploi par une politique travailliste alors que notre société ne fait que créer du chômage, de la pauvreté et de la misère. Les politiques de droite et de gauche, toutes libérales depuis 44 ans, veulent faire croire à la théorie du ruissellement, mais aujourd'hui, les conséquences font que rien de la pauvreté répandue ne peut être

cachée ! Vos mensonges politiques se révèlent au grand jours pour toutes et tous !

Monsieur Macron, nous ne voulons pas de la féodalité qu'implique vos politiques libérales à l'image de vos prédécesseurs, d'autant plus que les richesses existent pour une élite qui se gave sur le dos du peuple ! Depuis votre élection, votre gouvernement n'a cessé de stigmatiser les plus fragiles, de baisser le montant des allocations-logement de 5 euros, d'annoncer un « Plan pauvreté » sans augmentation des minima sociaux, alors que les plus fragiles crèvent de faim dans ce pays, de demander une économie de 4 milliards d'euros sur la convention d'assurance chômage qui à n'en pas douter, laminera encore une fois les droits d'indemnisations des demandeurs d'emploi (voir déjà les propositions patronales), de criminaliser les occupants des squats et d'augmenter les contrôles contre plus de 6 millions de chômeurs et précaires, dont 2 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec pour conséquence grave des radiations avec suppression d'allocations, de l'exclusion et une augmentation de la misère. **Oui, vous êtes responsable de cette situation dégradée.**

AC ! Gironde vous demande de changer immédiatement de politique, de réduire les inégalités en repartissant harmonieusement les richesses. Il ne devrait pas y avoir un salaire, une retraite, un revenu ou une allocation en dessous du SMIC dans ce pays !

AC ! Gironde propose une série de revendications urgentes :

- Une juste répartition des richesses pour toutes et tous ;
- La Réduction du temps de travail à 32h avec loi cadre sans annualisation, ni flexibilité ;
- La Relève de tous les minima sociaux à hauteur du SMIC ;
- La Création d'un revenu garanti à hauteur du SMIC avec ou sans travail ;
- La Gratuité des transports pour toutes et tous ;
- L'Accès au logement pour tous-tes avec application de la Loi de réquisition et de la Loi Dalo ;
- La réquisitions immédiate de logements vides pour les plus précaires ;
- Le Retrait du plan pauvreté du 13 septembre 2018 ;
- Le retrait immédiat du décret du 28 décembre 2018 sur le contrôle des chômeurs ;
- Nous demandons, pour tous les chômeurs, le libre choix de son emploi ou de sa formation ;
- La suppression de « l'offre raisonnable d'emploi » ;
- L'Arrêt de la logique de dématérialisation dans la gestion des demandeurs d'emploi et de l'individualisation dans les actes de prescription ;
- Le Retrait de la lettre de cadrage de septembre 2018 sur l'assurance chômage ;
- La présence des organisations de chômeurs partout ou ce décide leur sort ;
- L'instauration d'un système d'indemnisation équitable qui ne condamne pas la pauvreté ;
- L'ouverture des droits à l'indemnisation, dès le premier jour travaillé pour tous, quelque soit l'employeur, public ou privé ;
- Retour de la dispense de recherche d'emploi à partir de 55 ans ;
- Remise en place et augmentation des cotisations patronales ;
- La Régularisation de tous et toutes les sans papiers.

Bordeaux le 28 janvier 2019

Le bureau de l'association AC ! Gironde